

# PARCOURS DÉCOUVERTE



## 1. SALLE DE LA SECTION DES FINANCES

L'une des plus anciennes salles existant depuis la création du Conseil d'Etat en 1799. Les parties les plus remarquables sont le plafond à arabesque et les portes, ornés de motifs peints à l'or, ainsi que le lustre.

## 2. SALLE DU TRIBUNAL DES CONFLITS

Ancienne salle à manger de la duchesse d'Orléans, aménagée par Contant d'Ivry en 1765. C'est là que se règlent aujourd'hui les conflits d'attribution entre le juge administratif et le juge judiciaire. Sur les murs, des médaillons symbolisent les quatre saisons et des panneaux allégoriques représentent l'eau, la terre, l'air, le feu. Le plafond en trompe-l'œil, porte le monogramme « JNB » (Jérôme Napoléon Bonaparte).

## 3. SALLE DES PAS PERDUS

Appelée « salle des pas perdus » du fait de son usage comme salle d'attente. En témoigne la banquette encastrée dans la boiserie. Le tableau

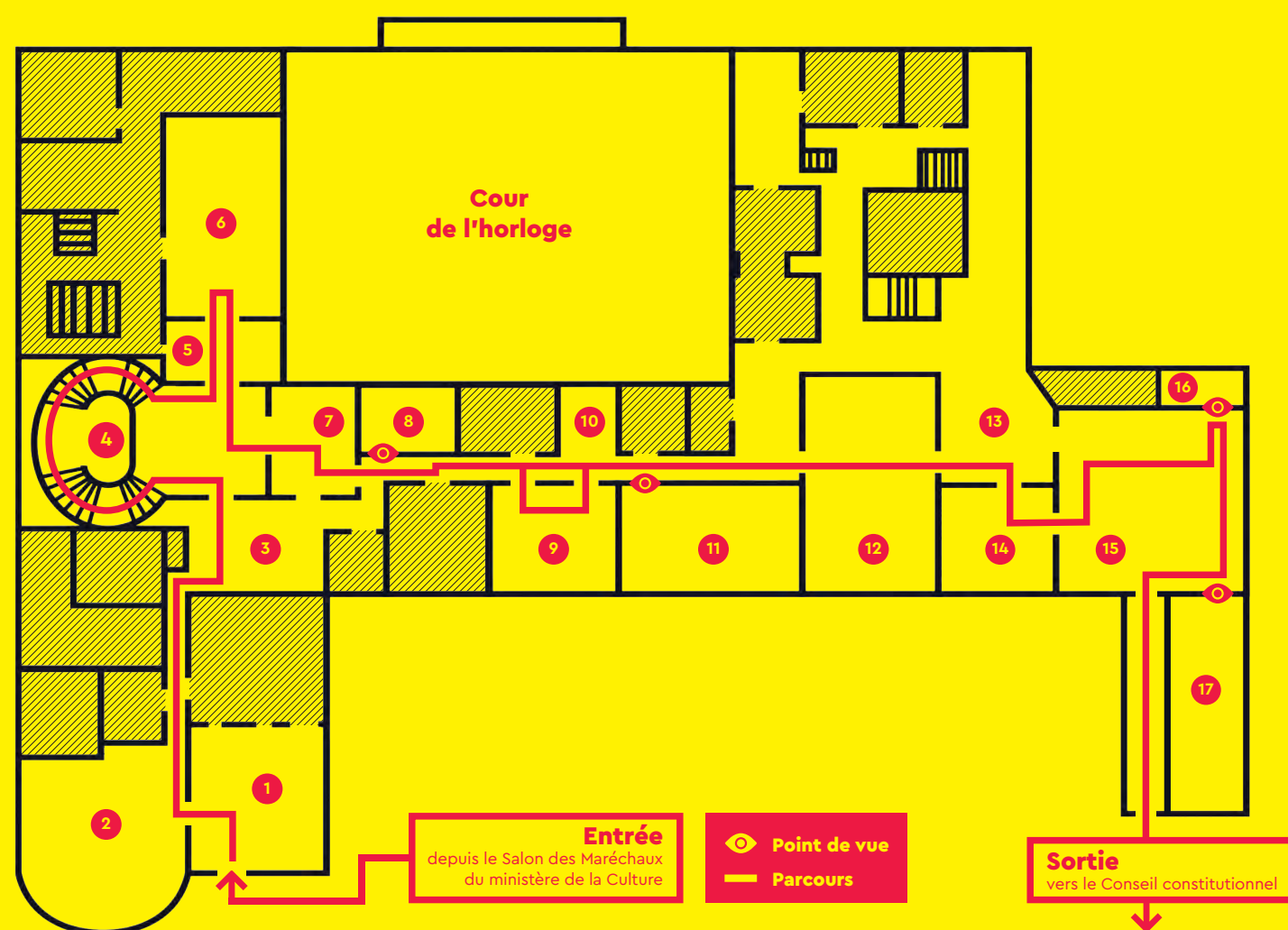
*Napoléon visitant le Palais-Royal*, de Merry-Joseph Blondel en 1834, fait partie des peintures retraçant l'histoire du Palais-Royal, réalisées à la demande du roi Louis-Philippe. À noter une tapisserie des Gobelins, *Moïse foulant la couronne de Pharaon*, d'après un tableau de Nicolas Poussin.

## 4. GRAND ESCALIER D'HONNEUR

Datant de 1765, il donnait accès à l'opéra (à gauche), aux appartements du duc d'Orléans (en face) et aux appartements de la duchesse d'Orléans (à droite). À noter la rampe en fer forgé, les fresques en trompe-l'œil (personnages mythologiques) et dans le médaillon du panneau central, un profil du cardinal de Richelieu, premier occupant du lieu.

## 5. ANTICHAMBRE DU CONTENTIEUX

Aménagée en 1875 avec la salle du contentieux, lors de l'installation du Conseil d'Etat au Palais-Royal, la pièce est ornée de mobilier de style Louis XIV, réalisé sans doute à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.



## 6. SALLE DU CONTENTIEUX

La plus grande salle de jugement du Conseil d'Etat. À gauche, une peinture d'Albert Girard représente le palais d'Orsay, ancien siège du Conseil d'Etat, incendié sous la Commune. Au fond, l'œuvre de Benjamin Ulmann est une allégorie du droit ou de la justice. Au plafond figurent les symboles de l'autorité et de la justice : balance, sceptre, main de justice, épée, Code, sablier...

## 7. ANTICHAMBRE DU VICE-PRÉSIDENT

Occupée par les huissiers du vice-président, cette pièce sert à la fois d'antichambre et de salle de réunion. Une pendule et une paire de candélabres en bronze doré sur une cheminée en marbre du XIX<sup>e</sup> siècle décorent cette salle.

## 8. BUREAU DU VICE-PRÉSIDENT

Ancien salon des aides de camp de Louis-Philippe, lorsqu'il était duc d'Orléans. Le grand tapis de la manufacture de la Savonnerie datant de la période Empire (1804-1815)

a été modifié sous la Restauration et proviendrait de la salle du trône du palais des Tuileries.

## 9. SALLE DE LA SECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Cette pièce occupe l'emplacement de l'ancien salon des batailles de Louis-Philippe. Elle comprend une cheminée monumentale ornée de motifs en bronze doré, surmontée d'un buste en marbre blanc représentant un conseiller d'Etat.

## 10. SALON DES COLONNES

Donnant sur le palais du Louvre, ce salon est orné de peintures de Jean-François Auburtin, aux motifs pastoraux, datant des années 1920 : à droite, *Idylle ou Le Matin*, à gauche, *Le Soir*. Un ensemble de deux panneaux encadre la fenêtre, représentant un coucher du soleil et une scène de danse.

## 11. SALLE DE LA SECTION DE L'INTÉRIEUR

Ancienne salle du trône sous Louis Philippe jusqu'en 1831. Une tapisserie

des Gobelins, dans laquelle Louis XIV s'avance pour ouvrir un bal avec sa cavalière, une cheminée monumentale et un portrait de Cambacérès, l'un des rédacteurs du Code civil, ornent la pièce.

## 12. SALLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Salle la plus solennelle du Conseil d'Etat, datant de 1873. Au plafond, des allégories représentent les douze ministères au début de la III<sup>e</sup> République. Datant des années 1920, les peintures de Henri Martin illustrent la « France laborieuse devant le Conseil d'Etat » : activités intellectuelles, commerciales et maritimes, travaux publics et travail de la terre.

## 13. SALLE DES CASES

Les membres du Conseil d'Etat viennent y retirer leur courrier déposé dans les cases.

## 14. SALLE PIERRE-LAROQUE

Sur la cheminée monumentale en marbre figure un buste de Portalis, l'un des grands inspirateurs du Code civil napoléonien. Une porte dérobée

dans la bibliothèque à droite mène à la salle d'assemblée générale, moyen discret pour accéder aux séances ou les quitter.

## 15. SALLE DES COLONNES OU BIBLIOTHÈQUE

Ancienne salle de bal aménagée en bibliothèque dès l'installation du Conseil d'Etat en 1875 au Palais-Royal. Elle rassemble aujourd'hui près de 60 000 volumes essentiellement de droit. Le plus ancien date du XVI<sup>e</sup> siècle.

## 16. CHAPELLE

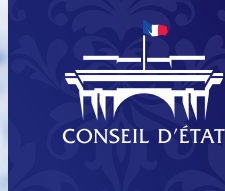
Ancien oratoire de la princesse Clotilde, épouse du prince Napoléon-Jérôme, neveu de Napoléon I<sup>er</sup>. Les vitraux portent les armoiries de la famille impériale et de la maison de Savoie.

## 17. SALLE NAPOLEON

Précédemment salle de bal, salle de théâtre, galerie de peintures ou encore salle à manger. La décoration ostentatoire date du Second Empire et comporte de nombreux symboles napoléoniens (lettre « N », abeilles, aigles impériales couronnées).



Voyage au cœur des espaces, de l'histoire et du patrimoine exceptionnels du Conseil d'Etat. Tout au long du parcours, découvrez les trois missions de l'institution, installée au Palais-Royal depuis 1875 : conseiller le Gouvernement, juger l'administration et gérer les juridictions administratives.



DANS LES COULISSES DU CONSEIL D'ETAT

DANS LES COULISSES DU CONSEIL D'ETAT



# NAISSANCE ET ÉVOLUTION DU CONSEIL D'ÉTAT

## L'HISTOIRE EN BREF

Dès le <sup>xiii</sup> siècle, des assemblées de juristes et de légistes assistent le roi pour l'élaboration des textes et l'exercice de la justice. **La Révolution entraîne la création d'un double ordre de juridiction** : la justice judiciaire, qui tranche les litiges entre personnes et sanctionne les atteintes aux personnes, aux biens et à la société, et la justice administrative, qui tranche les litiges entre « l'administration » au sens large et les administrés.

**En 1799, Bonaparte met en place le Conseil d'État** dans sa forme moderne en lui confiant une double mission administrative et contentieuse.

« **SOUS LA DIRECTION DES CONSULS, UN CONSEIL D'ÉTAT EST CHARGÉ DE RÉDIGER LES PROJETS DE LOIS ET LES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DE RÉSOUDRE LES DIFFICULTÉS QUI S'ÉLÈVENT EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE.** »

CONSTITUTION DU 22 FRIMAIRE  
DE L'AN VIII, ARTICLE 52

Le Conseil d'État connaît une activité très importante sous le Consulat et le 1<sup>er</sup> Empire (1799-1814). C'est à lui que l'on doit la préparation des codes napoléoniens. En 1849, une loi lui confie la justice déléguée : il juge dès lors « **au nom du peuple français** ». Sous le règne de Napoléon III, l'institution gagne en prestige. Sa jurisprudence alimente le droit administratif, en créant le recours pour excès de pouvoir, qui permet de demander l'annulation d'une décision administrative.

**Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, deux phénomènes marquent l'histoire du Conseil d'État.** D'une part, le mode de recrutement évolue pour favoriser la promotion interne des membres, ce qui permet de constituer un corps à la fois plus professionnel et plus indépendant. D'autre part, le Conseil d'État voit sa jurisprudence ordonnée selon des classifications encore en vigueur aujourd'hui.

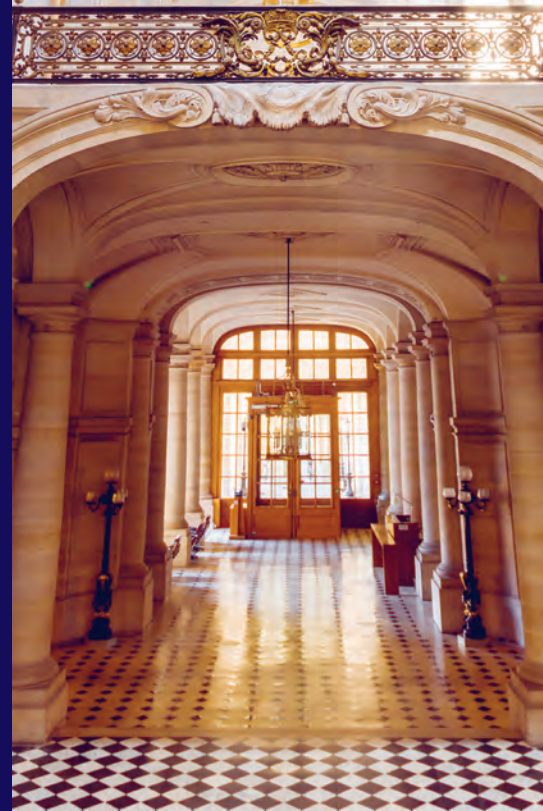
La période qui suit la Seconde Guerre mondiale est essentiellement celle de l'organisation de la juridiction administrative. En 1953, les tribunaux administratifs succèdent aux conseils de préfecture. Ils reçoivent une compétence très élargie, devenant les juges de droit commun des

affaires de première instance du contentieux administratif. Le Conseil d'État, tout en conservant une compétence de premier et dernier ressort sur les affaires les plus importantes, devient le juge d'appel.

En 1987, l'ordre juridictionnel est complété par la création des cours administratives d'appel, auxquelles est transféré l'essentiel des compétences d'appel. Juridiction suprême de l'ordre administratif, le Conseil d'État devient le juge de cassation de ces nouvelles cours.

## POURQUOI UN VICE-PRÉSIDENT À LA TÊTE DU CONSEIL D'ÉTAT ?

L'appellation « vice-président » est le souvenir d'une époque où le Conseil d'État était présidé par le chef de l'État ou par une autorité politique et secondé par un vice-président.



# LE CONSEIL D'ÉTAT, ACTEUR DE LA VIE PUBLIQUE

**Par sa double fonction, juridictionnelle et consultative, le Conseil d'État assure la soumission effective de l'administration française au droit. Il est ainsi l'un des rouages essentiels de l'État de droit.**

## SES 3 MISSIONS



### JUGER

**Le Conseil d'État est le juge administratif suprême**

Il juge les litiges entre les particuliers et les personnes publiques (État, collectivités territoriales, certains établissements publics...) concernant des sujets aussi divers que les aides sociales, l'environnement, le droit de l'entrée et du séjour des étrangers, les libertés publiques... Il est le juge de cassation des arrêts des cours administratives d'appel et des juridictions administratives spécialisées, dont la Cour nationale du droit d'asile.

Il juge en premier et dernier ressort les recours dirigés contre les décrets ainsi que le contentieux des élections régionales et européennes. Il est compétent en appel pour les contentieux des élections municipales et cantonales.

### CONSEILLER

**Le Conseil d'État est conseiller du Gouvernement**

Il examine les projets de loi et d'ordonnance, avant que ceux-ci ne soient délibérés en Conseil des ministres, ainsi que les projets de décret en Conseil d'État. Il émet un avis sur la régularité juridique des textes, sur leur forme et leur opportunité administrative. Il peut aussi être consulté par le Gouvernement sur toute question ou difficulté d'ordre juridique ou administratif. Le Conseil d'État est également conseiller du Parlement sur les propositions de loi que ce dernier souhaite lui soumettre.

### POURQUOI LES JUGES ADMINISTRATIFS NE JUGENT-ILS PAS EN ROBE ?

Historiquement, les membres du Conseil du roi, chargés de traiter les requêtes, n'étaient pas des magistrats et n'avaient pas de costume d'audience. Néanmoins, au <sup>xix</sup> siècle, les membres du Conseil d'État portaient un uniforme spécifique, comme d'autres hauts fonctionnaires (préfets, ambassadeurs...). Cet usage a disparu depuis 1875 environ.

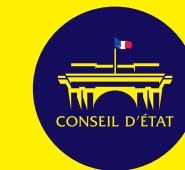


### GÉRER

**Le Conseil d'État est l'administrateur général de la juridiction administrative**

Il est chargé d'assurer la gestion des 8 cours administratives d'appel et des 42 tribunaux administratifs en métropole et outre-mer, ainsi que de la Cour nationale du droit d'asile. Maîtriser les délais de jugement malgré l'augmentation du contentieux, favoriser l'accès à la justice par la dématérialisation des procédures et promouvoir le règlement alternatif des litiges, notamment par la médiation : telles sont aujourd'hui les priorités de la justice administrative.

Photos : © DIRCOM - Conseil d'État - Jean-Baptiste Eyguésier. Direction de l'information et de la communication. Création graphique : Philippe Brulin.



## DANS LES COULISSES DU CONSEIL D'ÉTAT



Pour en savoir plus sur le fonctionnement de la justice administrative, sur l'histoire et les missions du Conseil d'État : [www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr)



Suivez l'actualité du Conseil d'État :  
Twitter @Conseil\_Etat



**PARCOURS DÉCOUVERTE !**  
Flashez le code QR  
pour accéder à des contenus exclusifs